

Évolution des prix intérieurs et activité économique en RDC de 1960 à 2018 : analyse descriptive, corrélation et politiques subséquentes

Domestic price trends economic activity in the RDC from 1960 to 2018 : descriptive analysis, correlation and subsequent policies
Congolese universities : a time for cultural reengineering

Phanouel Kagufa¹, Pascaline Ntabugi B.² et Bobo B. Kabungu³

- 1 Economiste, Assistant à l'Université de Kinshasa et chercheur indépendant. Email : phanouelk@yahoo.fr.
- 2 Economiste, MSc., Experte au Ministère des Finances et chercheuse indépendante. Email : pascalinentabugi2011@gmail.com.
- 3 Economiste, PhD., Chargé de Recherche au CRESH et Professeur ou formateur dans plusieurs institutions d'enseignement supérieur et universitaire en RDC (UNIGOM, INTS, ENA...), banquier central et postdoctorant à l'IUDI-Maroua en Développement international. Email : bobokabungu@gmail.com.



Received: 22 may 2022

Accepted: 09 april 2023

available online: 19 november 2023

Résumé. Le présent article a pour objectif d'analyser les différentes relations qui existent entre le taux d'inflation et la croissance économique, en contexte congolais, et de déterminer leurs implications en termes de politiques économiques. La démarche repose sur une combinaison d'analyses descriptive et économétrique, couvrant la période 1960-2018. Il en ressort, d'une part, l'existence d'une liaison négative mais non significative dans les trois premières phases de l'évolution économique du pays et, d'autre part, une relation négative statiquement significative pour ce qui est de la quatrième phase. Par ailleurs, l'étude met en exergue une causalité unilatérale allant du taux de croissance économique vers le taux d'inflation dans la première et la troisième phases. En guise de recommandations, il est suggéré de mettre en place des mécanismes visant le renforcement et la consolidation du cadre macroéconomique, avec comme soubassement l'application des politiques conjoncturelles restrictives et des réformes structurelles ambitieuses et incitatives favorables aux investissements publics et privés. Ce n'est que par cette voie que l'augmentation du produit intérieur brut de la RDC peut s'accélérer et s'inscrire dans la durée, sous réserve d'une variation modérée ou maîtrisée du niveau général des prix intérieurs.

Mots-clés : inflation, croissance économique, phases de l'économie, corrélation, causalité de Granger, République Démocratique du Congo.

Abstract. This research paper aims to analyze the different relationships that exist between the inflation rate and economic growth, in the Congolese context, and to determine their implications in terms of economic policies. The approach is based on a combination of descriptive and econometric analyses, covering the period 1960-2018. This shows, on the one hand, the existence of a negative but insignificant link in the first three phases of the country's economic development and, on the other hand, a statically significant negative relationship with regard to the fourth phase. In addition, the study highlights a unilateral causality going from the rate of economic growth to the rate of inflation in the first and third phases. By way of recommendations, it is suggested to put in place

mechanisms aimed at strengthening and consolidating the macroeconomic framework, based on the application of restrictive short-term policies and ambitious structural reforms and incentives favorable to public and private investment. It is only in this way that the increase in the DRC's gross domestic product can accelerate and be sustained, subject to a moderate or controlled variation in the general level of domestic prices.

Keywords: inflation, economic growth, phases of the economy, correlation, Granger causality, Democratic Republic of Congo.

1. Introduction

Toutes les économies du monde, qu'elles soient développées ou sous-développées, veillent à la stabilité des prix intérieurs et à l'augmentation de la richesse nationale en vue d'assurer le bien-être global. Cette stabilité des prix correspond à une hausse généralisée des prix suffisamment faible pour ne pas influencer, de façon significative, sur les décisions des agents économiques.

Selon l'école monétariste, avec Friedman pour chef de file, l'inflation est le produit de la hausse de l'offre et de la vélocité de la monnaie au taux le plus élevé de la croissance dans l'économie. En d'autres termes, la cause indéniable de l'inflation est toujours l'accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de production. C'est ce que [Ntabugi Barakomerwa \(2018, p. 3\)](#) affirme en définissant l'inflation comme une « hausse durable et auto-entretenu du niveau général des prix des biens et des services, caractérisée généralement par une augmentation de la quantité de la masse monétaire ». Ceci indique qu'il existe, a priori, un lien (significatif) entre d'un côté, l'inflation et l'offre de monnaie et, d'un autre, entre la variation des prix et l'activité économique. Les responsables de la politique économique d'un pays s'intéressent à l'évolution de ces agrégats au cœur du carré magique de Khaldor. A défaut, les conséquences des récessions et de l'instabilité monétaire peuvent faire tomber des gouvernements.

S'agissant spécifiquement de la République Démocratique du Congo, une analyse de son évolution économique révèle que la création des richesses a globalement été faible, avec un taux de croissance économique de 1,18 % entre

1960 et 2018, et que l'augmentation des prix intérieurs a battu des records, avec une moyenne annuelle de 436,43 %. Cette évolution, basée sur des moyennes considérées sur une longue période, ne peut qu'être indicative car occultant des oscillations durant la période. Prises sur les 59 ans postcoloniaux, la RDC dont la variation annuelle du PIB et le rythme de formation des prix intérieurs étaient, dans l'ordre, de 7,4 et 26,6 % à son accession à la souveraineté internationale, en 1960, a vu la croissance de son économie et son inflation passer à 5,8 et 7,7 % respectivement, en 2018. Les différents rapports annuels de la Banque Centrale du Congo ainsi que la base de données de la Banque mondiale indiquent que, pour cette même période, le taux d'inflation le plus faible était de 1,08 % en 2013 et le plus élevé de 9.796,90 % en 1994, soit une différence de 9.795,82 points de pourcentage. Quant à l'activité économique, l'année 1961 a affiché le taux le plus bas, soit une récession de 26,10 %, et 2014 demeure l'année la plus dynamique de l'histoire économique de la RDC, avec un taux de croissance proche de deux chiffres (9,47 % exactement).

Partant du constat de la volatilité de ces indicateurs phares de l'économie congolaise, en dépit d'un effort de tassement observé depuis le début des années 2000, la présente réflexion a pour ambition de scruter l'évolution de l'inflation et du taux de croissance suivant les différentes phases de l'économie du pays identifiées dans la littérature et de vérifier l'existence (et la nature) des liens entre les deux agrégats. Cela devrait permettre aux autorités compétentes d'envisager l'adoption et la mise en œuvre des politiques conséquentes, en allant au-delà du débat entre l'école keynésienne d'après la crise économique de 1929 pour laquelle l'inflation n'est pas un problème en soi (elle a même un effet positif sur la croissance économique) et la théorie avancée par Philips dont l'avantage est d'avoir établi une relation inverse entre l'inflation et le chômage. En effet, si dans les années 1990, l'inflation en Amérique Latine et dans plusieurs pays en développement s'est accompagnée d'une décroissance, le cas congolais pourrait apporter un éclairage particulier aux discussions.

2. Revue de la littérature

La nature purement monétaire ou non de l'inflation a toujours été au centre de débats entre les économistes. Les monétaristes prétendent que l'inflation est un phénomène essentiellement monétaire dans ses causes, dans ses manifestations et dans ses propagations (Bofoya, 2013) et n'affecte pas le niveau de l'activité économique. Pour eux, les problèmes de l'inflation sont du seul ressort de la banque centrale. D'autres économistes considèrent, au contraire, qu'à côté de sa nature monétaire, l'inflation peut avoir des causes différentes liées, notamment, à la production.

2.1. Offre de monnaie, inflation et croissance économique

L'affirmation selon laquelle l'inflation est purement monétaire se base sur l'équation quantitative de la monnaie de Fisher. En effet, cette équation montre que toute augmentation de la masse monétaire entraîne, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation du niveau général des prix.

Mathématiquement, cette considération se présente comme suit :

$$MV = PY \quad (1)$$

Avec M : offre de la monnaie ;

V : vitesse de circulation de la monnaie ;

P : niveau général des prix ;

Y : la production nationale.

En partant de l'équation (1) ci-dessus, il devient possible d'avoir :

$$M = \frac{1}{V}PY \Rightarrow M = kPY \quad (2)$$

Avec $\frac{1}{V}$: l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie.

Friedman et les monétaristes considèrent que lorsque l'offre de monnaie augmente, cela tend à accroître la demande agrégée, ce qui entraîne, à son tour, une augmentation des prix.

A partir de l'expression (2), l'argument suivant lequel toute augmentation de la masse moné-

taire entraîne un surcroît du niveau général des prix peut s'écrire comme suit (Bofoya Komba, 2013) :

$$M > kPY \rightarrow AD \uparrow \rightarrow P \uparrow \quad (3)$$

Krugman et Wells (2013) montrent que cette affirmation est vraie dans le cadre d'une inflation très élevée. Car celle-ci est toujours associée à des augmentations plus rapides de l'offre de monnaie. Mais les niveaux d'inflation, modérés ou pas, peuvent avoir des causes complexes (l'augmentation de l'activité économique, augmentation des coûts de production, déséquilibre sur le marché de change dans une économie ouverte¹, etc.). D'où, la nécessité de distinguer le court terme et le long terme dans l'analyse du niveau général des prix.

D'après le modèle classique du niveau des prix, à court terme, une modification (diminution ou augmentation) de l'offre de monnaie fait varier, dans le même sens, le PIB réel en diminuant ou en augmentant le taux d'intérêt et en stimulant ou en décourageant l'investissement et la consommation. Autrement dit, si l'offre de monnaie diminue, le PIB réel va diminuer à cause de la baisse du taux d'intérêt qui va stimuler l'investissement et la consommation. A l'opposé, si l'offre de monnaie augmente, le PIB réel va augmenter à cause de la hausse du taux d'intérêt qui découragera l'investissement et la consommation.

Cependant, à long terme, à mesure que les salaires nominaux² et les autres prix varient, le PIB réel revient à son niveau initial étant donné que la quantité réelle de monnaie est toujours à son niveau d'équilibre de long terme (Krugman et Wells, 2013). Partant de la loi de l'offre, si les prix des différents biens et services augmentent, les offreurs sont stimulés à offrir davantage lesdits produits, toutes choses restant égales par ailleurs. Mais cette variation des prix nominaux aura pour effet, à court terme, de faire varier la rémunération des certains facteurs de production et d'autres, comme les salaires, resteront inchangé. Toutefois, à long terme, la rémunération nomi-

1 Quand la valeur d'une monnaie augmente, les exportations du pays émetteur de ladite monnaie se détériorent.

2 Dans le cas où les salaires sont indexés sur le niveau des prix en vue d'éviter la perte de pouvoir d'achat.

nale de tous les facteurs de production va varier alors que la rémunération réelle restera inchangée. Ainsi, à long terme, toute fluctuation de l'offre de monnaie a pour conséquence de faire varier le niveau général des prix sans modifier le PIB réel. C'est-à-dire que, toutes choses égales par ailleurs, l'augmentation de l'offre de monnaie entraîne uniquement un accroissement du niveau de l'ensemble des prix à due concurrence (Krugman et Wells, 2013). En d'autres termes, toute augmentation de l'offre de monnaie entraîne une augmentation du même ordre du niveau des prix de tous les biens et services, des salaires nominaux et des biens intermédiaires.

Somme toute, ce modèle considère que l'activité économique n'a aucune influence sur le niveau des prix et ce dernier n'influence pas l'activité économique. Donc, il n'y aurait aucun lien entre, d'une part, l'offre de la monnaie et la croissance et, d'autre part, l'inflation et l'activité économique.

2.2. Inflation et croissance économique

Contrairement à la pensée des monétaristes, les keynésiens estiment qu'une augmentation de la masse monétaire a des effets positifs sur l'activité économique à court terme, et ce, à travers l'accroissement du niveau des prix. Pour eux, l'inflation est un phénomène global (de production,

de revenu et de dépense) et la politique monétaire peut être utilisée pour une relance conjoncturelle.

Cette approche a été confortée par les travaux de Phillips dont la courbe révèle qu'en longue période, il existe une relation inverse entre l'évolution de la production et celle du rythme de formation des prix intérieurs. Cette pensée dominante au cours des années 1960 et 1970 admettait qu'un gouvernement, grâce à une politique expansionniste, pouvait réduire le sous-emploi en acceptant « une dose » d'inflation supplémentaire ou, en menant une politique restrictive visant à réduire la hausse des prix en acceptant de prendre un coup dans champ de l'emploi (chômage). Néanmoins, il sied de mentionner qu'en tant que conséquence directe d'un excès de demande de biens par rapport aux possibilités de l'offre (Bofoya Komba, 2013), l'inflation peut impacter négativement ou positivement la croissance économique d'un pays, et ce, à travers son influence sur le taux d'intérêt, l'accumulation du capital, l'investissement et les exportations.

Le tableau 1 qui suit résume quelques travaux (présentés selon la chronologie de leur publication) sur les relations entre l'inflation et l'activité économique. L'on en retiendra que si les résultats s'avèrent pour le moins controversés, chaque région et chaque période ayant son lot de spécificités.

Tableau 1. Résumé de quelques études sur la relation entre l'inflation et la croissance

Auteurs, année de publication	Méthodologie	Résultats
Gylfason et Herbertsson (2001)	Modèle simple incorporant les agrégats monétaires-financiers dans un cadre de croissance optimale, avec rendement constant du capital.	Existence des liens de cross-country entre l'inflation et la croissance sont économiquement et statistiquement significatifs et robustes ; apparition de conséquences préjudiciables d'une inflation excédent 10-20 % sur l'activité économique.
Mallik et Chowdhury (2001)	Modèles de cointégration et de correction d'erreurs utilisant des données annuelles du FMI pour le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka.	Relation positive à long terme entre le taux de croissance du PIB et l'inflation pour les quatre pays ; rétroactions importantes entre l'inflation et la croissance économique ; importantes implications politiques : une inflation modérée étant favorable à la croissance, mais création très rapides des richesses pouvant se répercuter sur le rythme de formation des prix intérieurs.
Valdovinos (2003)	Vérification des liens entre l'inflation et l'activité économique à partir des données originales et après utilisation du filtre de Baxter et King entre les deux séries temporelles	Illustration de l'absence d'une relation claire entre l'inflation et la croissance, a priori ; émergence d'une relation négative au fil du temps, après avoir utilisé le filtre pour extraire les composantes à long terme des données.
Ndjokou et Tsokpo (2017)	Modèle PSTR ; technique de détermination du seuil d'inflation optimal ; équation de croissance estimée par la méthode des moments généralisés (GMM).	Existence d'une relation non linéaire entre l'inflation et la croissance économique en zone BEAC ; détermination du taux optimal d'inflation à 4,3 % ; explication significative de la croissance économique par l'inflation.
Fouopi Djiogap (2018)	Utilisation d'un panel des 53 pays africains sur la période 1980-2013 pour effectuer une analyse de régression de panel avec seuil progressif (Panel Smooth Threshold Regression – PSTR ; test de robustesse effectué avec la méthode des moments généralisés en système (GMM).	Confirmation de la non-linéarité de la relation entre l'inflation et la croissance économique ; non-linéarité conditionnée par la qualité des institutions ; relation entre le régime de change et le taux optimal de l'inflation pour les pays africains.

Source : Synthèse préparée par les auteurs sur la base des travaux publiés par les chercheurs cités dans la première colonne.

3. Matériel et méthode

3.1. Outils d'analyse et sources des données

Pour saisir les différentes relations empiriques entre la croissance et l'inflation suivant les grandes phases de l'histoire économique de la RDC (1960 à 1973, 1974 à 1988, 1989 à 2001 et 2002 à 2018), cet article combine une analyse en termes de corrélation et de causalité.

Les données utilisées proviennent principalement des différents rapports annuels, bulletins et condensés d'informations statistiques de la Banque Centrale du Congo et du site web www.statistica.com. Elles sont annuelles et couvrent la période allant de 1960 à 2018.

3.2. Analyse normalité-corrélation

Le coefficient de corrélation mesure, de façon précise, le degré d'association et le sens de liaison entre deux ou plusieurs variables quantitatives ou qualitatives. En outre, il permet de tester la significativité d'une relation celles-ci. Si ce coefficient est significatif et positif, les deux variables évoluent dans le même sens. A l'opposé, s'il est significatif et négatif, les deux agrégats varient en sens contraire.

Il convient de souligner que le coefficient de corrélation n'établit pas nécessairement une relation fonctionnelle de cause à effet entre deux variables. Un coefficient de corrélation élevé peut juste révéler l'interdépendance entre deux variables.

S'agissant particulièrement de la présente étude, la détermination et l'analyse d'un coefficient de corrélation permettront de vérifier le degré du lien entre la croissance économique et l'inflation, le premier indicateur de la nature de la corrélation entre les deux variables linéaires étant le signe de la valeur dudit coefficient.

3.3. Analyse de la causalité de Granger

La notion de causalité renvoie au lien de cause à effet entre deux variables. Il y a causalité lorsque le mouvement d'une variable provoque celui d'une autre. La causalité est donc le lien qui affirme ou infirme qu'une variable agit sur une autre.

Dans le cas spécifique de cette analyse, le test de Winer-Granger sera utilisé en vue déterminer la causalité entre la croissance économique et l'inflation.

4. Couple inflation – croissance et phases de l'économie congolaise

L'analyse de l'histoire économique postcoloniale de la RDC fait apparaître de grandes périodes dans son évolution. Kabungu, (2022), Kayembe wa Kayembe (2018) et Ngonga Nzinga (2015) dénombrent quatre périodes de grandes évolutions de l'économie congolaise, depuis l'accession du pays à la souveraineté internationale. Le tableau ci-dessous montre les quatre grandes périodes des évolutions de l'économie congolaise.

Tableau 2. Grandes évolutions économiques de la RDC depuis 1960

Période	Années	Caractéristiques
1	1960 - 1973	Croissance et inflation modérée
2	1974 - 1988	Ralentissement de la croissance et inflation ouverte
3	1989 - 2001	Déclin de la croissance, destruction des richesses et hyperinflation
4	2002 - 2013	Reprise de la croissance et d'inflation sous contrôle

Source : réalisé à partir des commentaires de V.Ngonga lors de la conférence sur la croissance inclusive en RDC, du 06 au 07 janvier 2015.

Au regard des évolutions de l'économie congolaise jusqu'à ce jour, la quatrième période peut s'étendre jusqu'à 2018.

4.1. Première période : 1960 – 1973

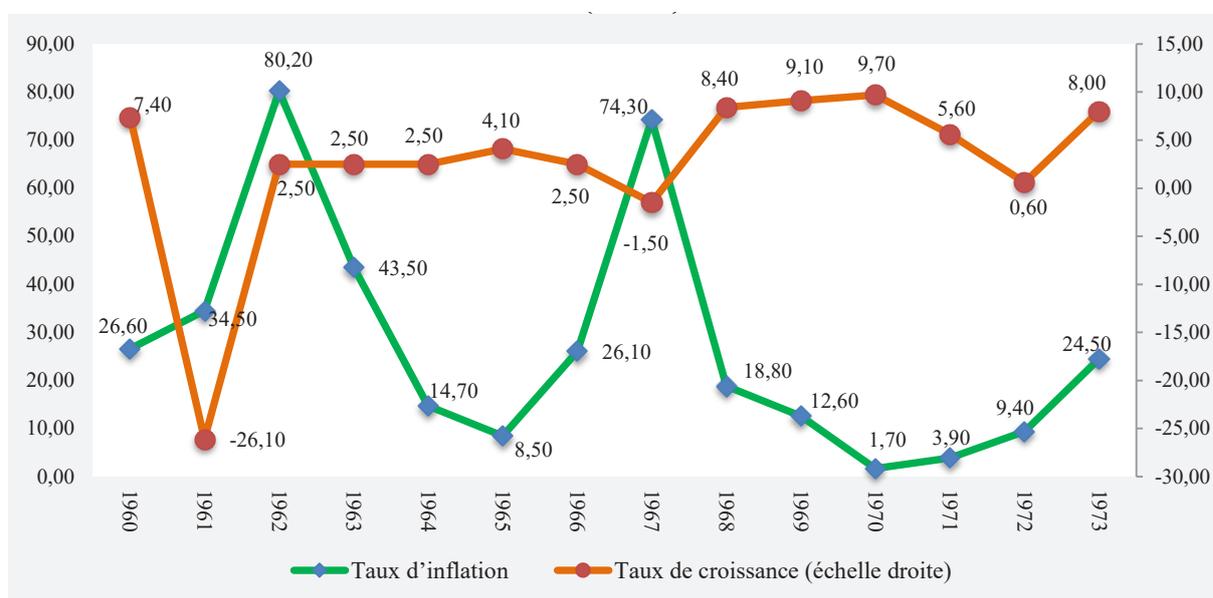
Cette première période, de 14 ans, est caractérisée par une croissance positive du PIB, fortement dispersée, avec un taux moyen de 2,52%. Le pays avait connu une forte baisse de l'activité économique en 1961 de 26,10%, résultat du début de l'instabilité politique quelques jours après l'accession du pays à l'indépendance. Par contre, le taux le plus élevé de cette période était de 9,70% en 1970, conséquence des efforts de redressements économiques entrepris à partir de 1967.

S'agissant de l'inflation, la variation moyenne du niveau général des prix, au cours de cette période, s'est située autour de 27,09% avec une dispersion de 24,27%. Le niveau le plus bas du taux d'inflation est observé en 1970 de 1,70% et cela correspond au taux de croissance le plus élevé. Par contre, en 1962, on a observé le niveau le plus élevé de l'inflation de 80,20%. Cette situation peut s'expliquer par le fait que le pays avait connu une forte baisse de l'activité économique en 1961. En effet, comme en 1961 l'offre avait diminué cela ne pouvait avoir comme conséquence un ajustement à la hausse

des prix des biens et services.

Toutefois, malgré ces résultats mitigés pour ces deux indicateurs macroéconomiques, le pays avait été marqué, sur le plan économique, par une accumulation des richesses intérieures due à des infrastructures et l'organisation administrative héritée de la colonisation et ce, malgré des déficiences avérées dans la gestion des Finances Publiques.

Graphique 1. Evolution de la croissance économique et de l'inflation (en %) : 1960 – 1973



Source : Réalisé à partir des données de la BCC.

4.2. Deuxième période : 1974 – 1988

Au cours de cette période de 15 ans, l'économie est caractérisée par une croissance erratique du PIB, le taux moyen est de 0,03%, avec un pic en 1984 de 5,60% et une baisse significative de 7,80% de l'activité économique en 1975. Cependant, ce pic de 1984 s'était suivi par une récession significative de 0,50%.

S'agissant du taux d'inflation, elle a varié, durant cette période, entre 43,10% et 121,50%, avec un le taux le plus bas en 1985 de 26,50%. La variation moyenne du niveau général des

prix s'était située à 61,13% avec une forte dispersion de 30,81%.

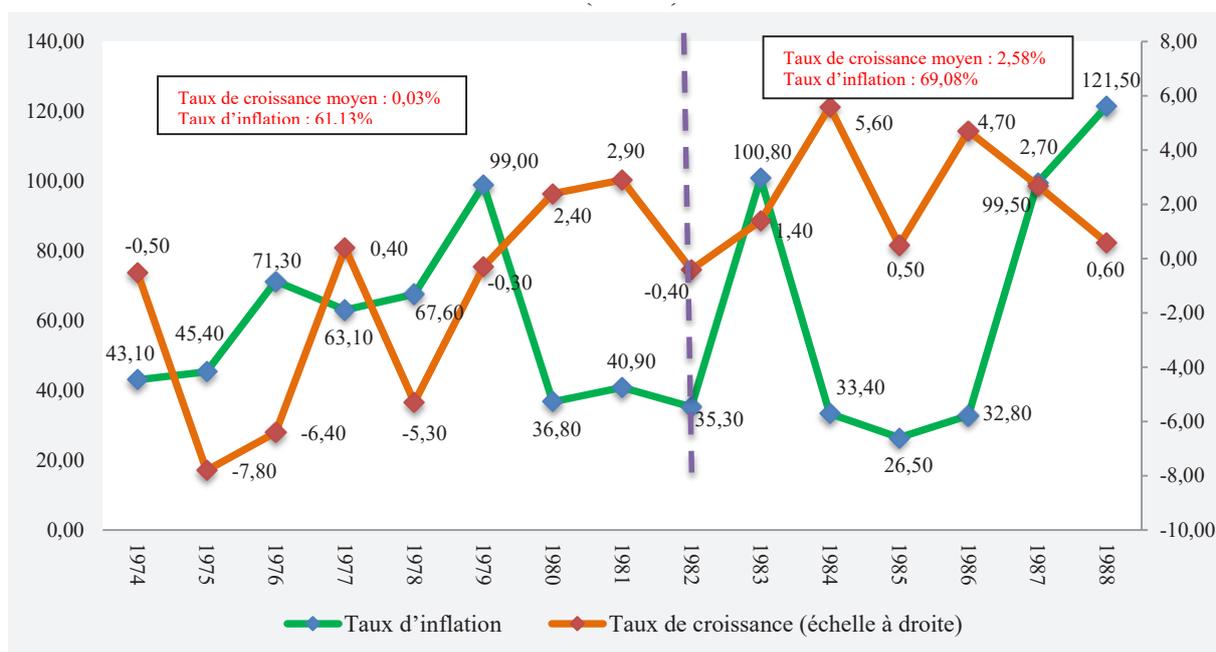
Selon [Ngonga \(2015\)](#), cette deuxième période a connu deux phases. La première s'est étalée de 1974 à 1982. Elle fut marquée par un taux de croissance moyenne négative (-1,67%) et un taux d'inflation moyen élevé (55,83%). Cette situation de baisse de l'activité économique et de hausse significative de variation du niveau général des prix étaient dues, d'une part, sur le plan national, à de mauvais choix en matière de politiques économiques et, d'autre part, sur le plan international, aux effets néfastes combi-

nés des deux chocs pétroliers de 1973 et 1976 et de la chute du cours du cuivre en 1975. Les orientations politiques de l'époque mettant en valeur les grands travaux, sans effet aucun à la croissance, et les mesures épouvantables de la zaïrianisation produisirent des effets contraires à ceux escomptés.

La deuxième phase, entre 1983 et 1989, sera caractérisée par un taux de croissance moyen

du PIB de 2,58% et une variation moyenne du niveau général des prix de 69,08%, supérieure à celle de la première phase. Cette infime amélioration de l'activité économique était la conséquence des efforts menés en matière de politiques conjoncturelles. Il s'agit des politiques budgétaire (assainissement des finances publiques), monétaire (libéralisation des taux d'intérêt) et de change.

Graphique 2. Evolution de la croissance économique et de l'inflation (en %) : 1974 – 1988



Source : Réalisé à partir des données de la BCC.

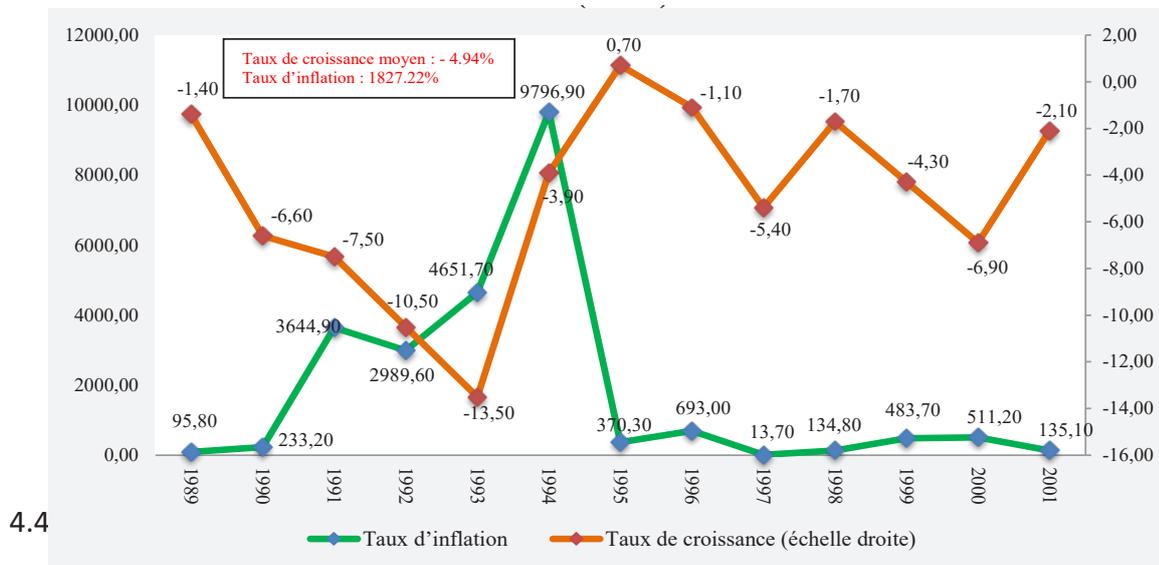
4.3. Troisième période : 1989 – 2001

Sous cette période de 13 ans, l'économie sera caractérisée par un amalgame d'une croissance économique en dégradation continue et une variation considérable du niveau général des prix. L'activité économique était en recul avec un taux de croissance moyen du PIB de -4,94% et un taux d'inflation moyen de 1.827,22% avec un pic de 9.796,90% en 1994. Le taux de croissance le plus élevé de cette période était de 0,70% en 1995, seul taux de croissance positif durant de cette période, après que le taux d'inflation ait baissé de 9.426,60%. En 1993, le pays avait connu son taux de croissance négatif (-13,50%), le plus élevé de cette période.

Ces résultats alarmants sont la résultante, d'une part, des troubles sociaux et de la poli-

tique conjoncturelle de l'époque (minée par un financement systématique du déficit public par la Banque Centrale), engendrés par l'instabilité institutionnelle et, d'autre part, de la rupture de la coopération bilatérale et multilatérale. C'est la période de pillages (1991 et 1993), des marches des chrétiens et de l'opposition, de contraction générale et cumulative de l'activité économique accompagnée par hyperinflation, de baisse des revenus nominaux, de non-paiement des salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que la hausse significative du chômage. Il s'en suivra des guerres dites de libération (1996 à 1997) et d'agression (1999 à 2001), des conflits armés et l'assassinat du Président de la République Laurent Désiré KABILA (le 16 janvier 2001), aujourd'hui Héros national.

Graphique 3. Evolution de la croissance économique et de l'inflation (en %) : 1989 – 2001



Cette période, longue (17 ans) par rapport aux trois précédentes, est marquée par le retour d'une croissance économique réelle et par une baisse significative de l'inflation. Le taux de croissance moyen est de 6,03%³ avec une faible disparité (1,95%), car le taux le plus faible était enregistré en 2016 de 2,40% et le plus élevé en 2014 de 9,47%. Pendant que le taux d'inflation moyen était de 16,13% avec une forte disparité (15,17%). Le taux d'inflation a varié entre 1,08%⁴ en 2013 et 53,40% en 2009. Il sied de noter que l'année 2014 était celle des grandes performances macroéconomiques de la période, le taux de croissance étant le plus élevé, avec un très faible taux d'inflation.

Ces performances économiques sont les conséquences directes de la consolidation de la paix⁵, la stabilité institutionnelle avec l'organisation des élections et le renforcement du cadre macroéconomique combinés avec le retour de la coopération bilatérale et multilatérale. C'est ainsi que le taux d'inflation est passé de 135,10% en 2001 à 7,73% en 2018 et le taux de croissance est passé de -13,50% en 1993 à 9,47% en 2014,

soit une augmentation de 170,15% des richesses nationales.

Le renforcement du cadre macroéconomique avait comme soubassement l'application des politiques conjoncturelles restrictives et de réformes structurelles ambitieuses et incitatives aux investissements publics et privés. Grâce à une bonne coordination des politiques économiques, la RDC parvenait à « résister » aux chocs (Ngonga Nzinga et Tombola, 2015).

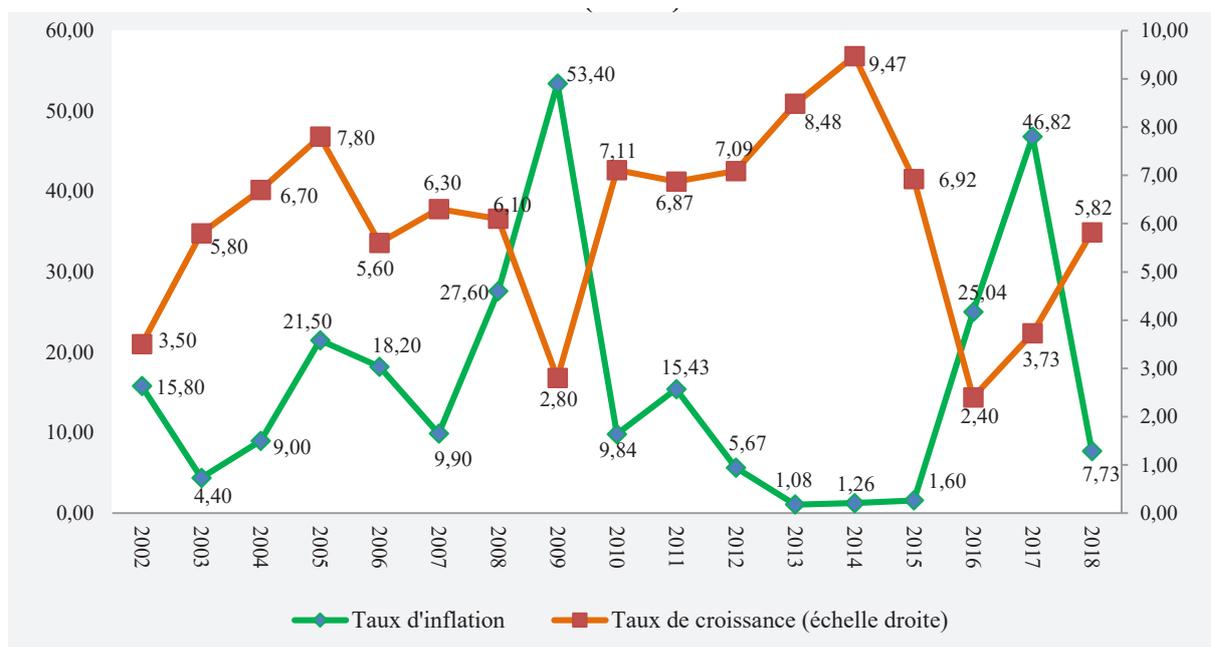
Toutefois, il faut noter que ces progrès étaient fondés sur une base très fragile, car les effets distributifs de la croissance n'ont pas été ressentis par la majorité de la population. Cette croissance aura été peu (si pas non) inclusive, si l'on considère la profondeur de la pauvreté dans ce pays.

3 Ce taux est supérieur au taux moyen de l'Afrique Sub-saharienne.

4 C'est le taux d'inflation le plus faible de l'histoire économique de ce pays.

5 Accord de paix de Sun-City en Afrique du sud et la mise en place d'un gouvernement dirigé par le format de 1+4 (un Président et quatre Vice-présidents).

Graphique 4. Evolution de la croissance économique et de l'inflation (en %) : 2002 – 2018



Source : Réalisé à partir des données de la BCC.

5. Résultats de l'analyse corrélacionnelle et discussion

L'analyse des données (annexe 2) montre une dominance du caractère gaussien des deux variables dans les différentes phases des évolutions économiques de la RDC. En effet, les probabilités associées aux différentes statistiques de Jarque-Bera indiquent la normalité des deux variables dans la plupart de phases des évolutions économiques de la RDC. Cependant, les données sur la croissance économique ont un caractère non gaussien, au seuil de 0%, à la première phase (1960-1973). C'est ainsi que le coefficient de corrélation linéaire sera utilisé.

De l'annexe 3, il s'observe que les différents coefficients de corrélation, dans les quatre grandes phases des évolutions économiques en RDC, sont négatifs. Ce qui signifie des évolutions en sens contraire entre la croissance économique et l'inflation en RDC. Cependant, la plupart desdits coefficients ne sont pas statistiquement significatifs. Seule la quatrième période (2002-2018) affiche un coefficient de corrélation significativement négatif entre la croissance économique et l'inflation. L'évolution négative entre les deux variables dans les

différentes phases corrobore l'analyse théorique sur le lien entre la croissance économique et l'inflation.

Il ressort des analyses des données (annexe 4) une causalité unilatérale allant du taux de la croissance économique vers le taux d'inflation dans la première et la troisième phases (1960-1973 et 1989-2001) des évolutions économiques en RDC et ce, respectivement aux seuils de 6% et de 1%. C'est-à-dire que, dans ces deux phases, la croissance économique a provoqué l'inflation. Les deux autres phases, il n'y a aucune causalité prouvée statistiquement entre la croissance économique et l'inflation.

L'absence, d'une part, des liens statistiquement significatifs entre la croissance économique et l'inflation dans les trois premières phases et, d'autre part, de cause à effet dans la deuxième et la quatrième phases, pourrait être expliquée par l'existence de plusieurs causes explicatives de l'inflation. En effet, l'inflation est un phénomène ayant plusieurs causes ; chercher à l'expliquer par la seule croissance économique pourrait aboutir à une absence de liens statistiques entre les deux grandeurs.

6. Leçons tirées et perspectives de politiques

L'examen du comportement des indicateurs-clés de l'étude de 1960 à 2018 a mis en exergue quatre périodes : (i) la première (1960-1973), marquée par une relative stabilité macroéconomique à la suite du prolongement des performances coloniales et des réformes monétaires ; (ii) la deuxième (1974-1988), dominée par une instabilité macroéconomique, notamment à la suite du laxisme de la politique budgétaire ; (iii) la troisième (1989-2001), caractérisée par la poursuite de l'instabilité macroéconomique due à la rupture de la coopération internationale et au financement structurel des déficits publics et (iv) la dernière (2002-2018) qui consacre un retour de la stabilité macroéconomique grâce à la mise en œuvre des réformes sur le plan monétaire et budgétaire ainsi que la reprise de la coopération internationale.

Cette évolution permet de rappeler les leçons suivantes pour la RDC que la Conférence économique sur le thème « de la stabilisation à la croissance économique durable : enjeux et perspectives » organisée par la Banque Centrale du Congo en juin 2018 avait déjà mis en lumière :

- les injections de liquidités résultant du financement direct des déficits de l'Etat par la Banque Centrale constitue la principale source d'instabilité macroéconomique en RDC ;
- l'instabilité politique nourrit les incertitudes et contribue à l'instabilité macroéconomique ;
- la dépendance de l'économie congolaise aux cours mondiaux des produits de base intéressant l'économie congolaise (export-import) constitue une source importante de sa vulnérabilité ;
- le respect des règles budgétaires garantit une gestion saine des finances publiques.

Notes finales

Cet article avait pour but d'analyser les liens entre la croissance économique et l'inflation dans chaque phase des grandes évolutions éco-

nomiques de la RDC. Plus spécifiquement, il s'agissait de déterminer les différentes relations qui peuvent exister entre ces deux indicateurs importants de l'économie et de déterminer leur implication en termes de politique économique en RDC.

Les résultats obtenus révèlent, entre la croissance économique et l'inflation, l'existence d'une liaison non significativement négative dans les trois premières périodes et une relation négative statiquement significative durant la quatrième phase de l'histoire économique postindépendance. Cette évolution en sens inverse entre les deux variables corrobore la thèse selon laquelle l'inflation et la croissance économique évoluent en sens contraire lorsqu'il y a des variations considérables du niveau général des prix et une dégradation continue de l'activité économique. En effet, cette liaison non significativement négative entre les deux phénomènes de l'économie congolaise est la conséquence de la coexistence des faibles niveaux d'activité économique face à de fortes hausses du niveau général des prix se traduisant par des écarts importants entre les deux taux. C'est ainsi qu'à la quatrième phase, caractérisée par une forte augmentation de l'activité économique, avec des taux d'inflation faibles, parfois inférieurs aux taux de croissance économique et de faibles écarts entre les deux grandeurs, la liaison est significativement négative.

En soit, comme le montre l'évolution durant la quatrième phase de l'économie congolaise après l'indépendance, l'inflation n'est pas mauvaise car elle est signe de croissance économique. Toutefois, cette inflation doit être modérée et ne pas dépasser le taux de croissance économique. Le taux de croissance économique réel d'un pays, en tant que différence entre le rythme de développement de l'activité économique et celui de formation des prix intérieurs, fait que si le taux d'inflation est supérieur au taux de croissance économique, alors, en termes réels, l'économie est en récession et, dans le cas contraire, elle est en expansion.

Le lien statistique significatif et l'absence d'une relation de cause à effet entre la croissance économique et l'inflation à la quatrième phase montrent la complexité de la détermination du lien entre les deux variables pris d'une manière isolée. D'où, la nécessité d'étendre l'analyse à d'autres para-

mètres. Il s'agirait, par ailleurs, dans le cadre de prochaines études, de tabler sur la détermination du seuil à partir duquel l'impact du rythme de formation des prix intérieurs sur la croissance devient négatif ou de mesurer l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat en RDC.

Cela dit, la présente étude aura montré que les responsables des politiques économiques en RDC doivent veiller à ce que la variation du niveau général des prix soit toujours inférieure à l'augmentation de l'activité économique. Cette situation n'est possible que par le renforcement et la consolidation du cadre macroéconomique, avec comme sous-bassement l'application des politiques conjoncturelles restrictives et la mise en œuvre des réformes structurelles ambitieuses et incitatives en matière d'investissements, en vue de l'accélération de la croissance de l'activité économique.

Références bibliographiques

- Bofoya Komba, B. (2010). *Modèles macroéconomiques*. Kinshasa : Galimage.
- Bofoya, Komba, B. (2013). *Economie politique*, Paris : L'Harmattan.
- Fouopi Djiogap, C. (2018). Un réexamen de la relation « inflation – croissance économique » dans les pays africains. *Revue internationale des économistes de langue française*. 3(2), 196-223.
- Gylfason, T. et Herbertsson, T. T. (2001). Does Inflation Matter for Growth?. *Japan and the World Economy*. 13, 405-428.
- Kabungu, B. B. (2021). Congo, ère d'essais : rétrospective des tentatives de développement et perspectives d'émergence d'un Etat fort, prospère et solidaire. *Appel à contributions pour un ouvrage collectif*. Direction Scientifique du CRESH.
- Kayembe wa Kayembe, J.-L. (2018). Quête et enjeux de la stabilité macroéconomique en RDC depuis 1960 : leçons à tirer. Présentation à la *Conférence sous le thème « De la stabilisation à la croissance économique durable en RDC : enjeux et perspectives »* organisée par la Banque Centrale du Congo. Lubumbashi.
- Krugman, P. et Wells, R. (2013). *Macroéconomie*. 2^e éd. Bruxelles : De Boeck.
- Mallik, G. et Chowdhury, A. (2001). Inflation and economic growth: Evidence from four south Asian countries. *Asia-Pacific Development Journal*. 8(1), 123-135.
- Ndjokou, I. M. M. et Tsokpo, P. C. (2017). Non-linéarité entre inflation et croissance économique : quels enseignements pour la zone BEAC ?. *Revue d'économie du développement*. 2(25), 41-62.
- Ngonga Nzinga, V. et Tombola, M. C. (2015). Vulnérabilité économique et résilience : comment la RDC résiste ». *Revue congolaise de politique économique*, 1(1), 47-70.
- Ngonga Nzinga, V, 2015, « Trappe à la pauvreté et croissance inclusive », Communication faite lors de la 2^{ème} journée de la Conférence de haut niveau sur la Croissance économique inclusive, Kinshasa, Janvier 2015.
- Ntabugi Barakomerwa, P. (2018). Inflation et croissance économique en RDC de 1990 à 2017. Vérification empirique d'une relation controversée. *Présentation à la Conférence des facultés d'économie et des sciences sociales*. Première édition. Unigom – ICEBERG, Goma.
- Kagufa B.P., 2008, Les déterminants de la croissance économique : une étude économétrique pour les pays de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale, Mémoire de Fin d'Etudes, Unikin, Kinshasa.
- Valdovinos, C. G. F. (2003). Inflation and economic growth in the long run. *Economic letters*. 80(2), 167-173.

ANNEXES

Annexe 1. Base des données

Année	Taux d'inflation	Taux de croissance
1960	26,60	7,40
1961	34,50	-26,10
1962	80,20	2,50
1963	43,50	2,50
1964	14,70	2,50
1965	8,50	4,10
1966	26,10	2,50
1967	74,30	-1,50
1968	18,80	8,40
1969	12,60	9,10
1970	1,70	9,70
1971	3,90	5,60
1972	9,40	0,60
1973	24,50	8,00
1974	43,10	-0,50
1975	45,40	-7,80
1976	71,30	-6,40
1977	63,10	0,40
1978	67,60	-5,30
1979	99,00	-0,30
1980	36,80	2,40
1981	40,90	2,90
1982	35,30	-0,40
1983	100,80	1,40
1984	33,40	5,60
1985	26,50	0,50
1986	32,80	4,70
1987	99,50	2,70
1988	121,50	0,60
1989	95,80	-1,40

Année	Taux d'inflation	Taux de croissance
1990	233,20	-6,60
1991	3644,90	-7,50
1992	2989,60	-10,50
1993	4651,70	-13,50
1994	9796,90	-3,90
1995	370,30	0,70
1996	693,00	-1,10
1997	13,70	-5,40
1998	134,80	-1,70
1999	483,70	-4,30
2000	511,20	-6,90
2001	135,10	-2,10
2002	15,80	3,50
2003	4,40	5,80
2004	9,00	6,70
2005	21,50	7,80
2006	18,20	5,60
2007	9,90	6,30
2008	27,60	6,10
2009	53,40	2,80
2010	9,84	7,11
2011	15,43	6,87
2012	5,67	7,09
2013	1,08	8,48
2014	1,26	9,47
2015	1,60	6,92
2016	25,04	2,40
2017	46,82	3,73
2018	7,73	5,82

Annexe 2. Caractéristiques des variables : Test de normalité de Jarque-Bera

	1960-1973			1974-1988			1989-2001			2002-2018			
	TCE	TIF	LTIF	TCE	TIF	LTIF	TCE	TIF	LTIF	TCE	LTCE	TIF	LTIF
Mean	2.521429	27.09286	2.869690	0.033333	61.13333	3.997949	-4.938462	1827.223	6.242594	6.028824	1.734639	16.13353	2.273200
Median	3.300000	21.65000	3.066265	0.500000	45.40000	3.815512	-4.300000	483.7000	6.181465	6.300000	1.840550	9.900000	2.292535
Maximum	9.700000	80.20000	4.384524	5.600000	121.5000	4.799914	0.700000	9796.900	9.189821	9.470000	2.248129	53.40000	3.977811
Minimum	-26.10000	1.700000	0.530628	-7.800000	26.50000	3.277145	-13.50000	13.70000	2.617396	2.400000	0.875469	1.080000	0.076961
Std. Dev.	8.919312	24.26572	1.070103	3.854620	30.80526	0.493590	4.048567	2852.626	1.844841	1.950416	0.386917	15.16805	1.174371
Skewness	-2.514048	1.192550	-0.602958	-0.730815	0.655538	0.249246	-0.640840	1.876303	-0.1116428	-0.388555	-0.991949	1.274698	-0.550337
Kurtosis	8.882746	3.342928	2.909032	2.729977	2.022277	1.659633	2.673420	5.679250	2.422226	2.482975	2.939016	3.796772	2.406464
Jarque-Bera	34.93493	3.387009	0.853130	1.380796	1.671789	1.278174	0.947570	11.51606	0.210191	0.617111	2.790530	5.053439	1.107669
Probability	0.000000	0.183874	0.652747	0.501377	0.433486	0.527774	0.622641	0.003157	0.900239	0.734507	0.247767	0.079921	0.574742
Sum	35.30000	379.3000	40.17566	0.500000	917.0000	59.96923	-64.20000	23753.90	81.15372	102.4900	29.48886	274.2700	38.64440
Sum Sq. Dev.	1034.204	7654.729	14.88657	208.0133	13285.49	3.410834	196.6908	97649725	40.84124	60.86598	2.395275	3681.117	22.06637
Observations	14			15			13			17			

Annexe 3. Coefficients de corrélation linéaire et non paramétrique de Spearman

	1960 - 1973		1974-1988		1989-2001		2002-2018	
	Ordinary	Spearman rank-order	Ordinary	Spearman rank-order	Ordinary	Spearman rank-order	Ordinary	Spearman rank-order
Correlation	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR
TIF	-0.288875	-0.533366	-0.117521	-0.257143	-0.366524	-0.450549	-0.706638	-0.654412
T-Statistic	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR
TIF	-1.045253	-2.184264	-0.426685	-0.959403	-1.306547	-1.673818	-3.867848	-3.351934
Probability	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR	TCR
TIF	0.3165	0.0495	0.6766	0.3549	0.2180	0.1223	0.0015	0.0044

Annexe 4. Test de causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests												
Lags: 2												
Sample:	1960-1973			1974-1988			1989-2001			2002-2018		
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.									
TIF does not Granger Cause TCR	12	0.2923	0.7552	15	0.3649	0.7032	13	0.0428	0.9584	17	0.2352	0.7940
TCR does not Granger Cause TIF		4.3230	0.0599		0.3247	0.7301		9.4470	0.0078		0.8278	0.4605

